

Conférence de presse du 23 juin 2022

« Augmentation de l'inflation: décharger maintenant les bas revenus »

Un choc des prix attend les ménages à bas revenus

Le coût de la vie s'emballe et déséquilibre le budget des ménages à petit revenu de travailleurs ou de retraités, sous l'effet conjugué du renchérissement de l'énergie et des denrées alimentaires, que suivront en 2023 des hausses des primes d'assurance-maladie et des augmentations de loyer. C'est ce que montrent les scénarios établis pour les prochains mois par Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des salarié-e-s de Suisse. L'heure est à des mesures efficaces, portant à la fois sur les recettes et les dépenses.

Thomas Bauer, Responsable Politique économique Travail.Suisse

L'inflation s'accélère. La semaine dernière, la Banque nationale suisse a revu ses prévisions à la hausse et s'attend pour 2022 à un taux d'inflation de 2,8%. En mars encore, elle misait sur un taux de 2,1%. Or il y a inflation et inflation. Le renchérissement frappe de plein fouet les travailleuses et travailleurs et les retraité-e-s à petit budget, comme le montrent les pages qui suivent. Et en 2023, les primes des caisses-maladie et les loyers augmenteront à leur tour. Autrement dit, un choc des prix attend les travailleurs/-euses et les retraité-e-s disposant d'un petit revenu.

1. Triple punition: aucun gain financier, COVID-19 et inflation

Au cours des dix dernières années, les personnes actives ou retraitées ayant un petit revenu n'ont guère eu de quoi se réjouir. Elles n'ont tiré aucun profit de la hausse des cours financiers, alimentée par la monnaie sans cesse créée par les Banques centrales, qui a fait augmenter à des niveaux inégalés le patrimoine des ménages.¹ Comme les petits revenus n'ont guère de fortune, ils n'ont pas vu la couleur de ces gains. Alors qu'en dix ans le Swiss Market Index progressait de près de 80%, les salaires n'ont augmenté que de 5%. Et tandis que les employeurs disaient que le travail doit être récompensé, il était depuis longtemps bien plus rentable d'avoir du patrimoine et de spéculer.

La pandémie de coronavirus a ensuite frappé de plein fouet les travailleuses et travailleurs à petits revenus. En plus d'être souvent moins bien protégés face à la maladie, il leur a fallu se serrer la ceinture à cause du chômage partiel, voire du chômage.² Et si leur activité d'importance systémique et mal protégée leur a valu une certaine reconnaissance, leurs revenus ont encore baissé bien souvent.

La troisième punition vient de l'inflation actuelle. Les travailleurs/-euses à bas salaires ou n'ayant qu'une petite rente lui paieront un lourd tribut, comme le montrent les simulations ci-après. Et de fortes

¹ Annaheim M. et L. Heim (2021): «Le patrimoine des ménages domiciliés en Suisse: concepts et comparaison internationale de l'évolution», Banque nationale suisse (éd.), Zurich.

² Martinez I., D. Kopp, R. Lalive, S. Pichler, M. Siegenthaler (2021): «Corona und Ungleichheit in der Schweiz - Eine erste Analyse der Verteilungswirkungen der Covid-19-Pandemie», KOF Studies, Konjunkturforschungsstelle KOF, Zürich.

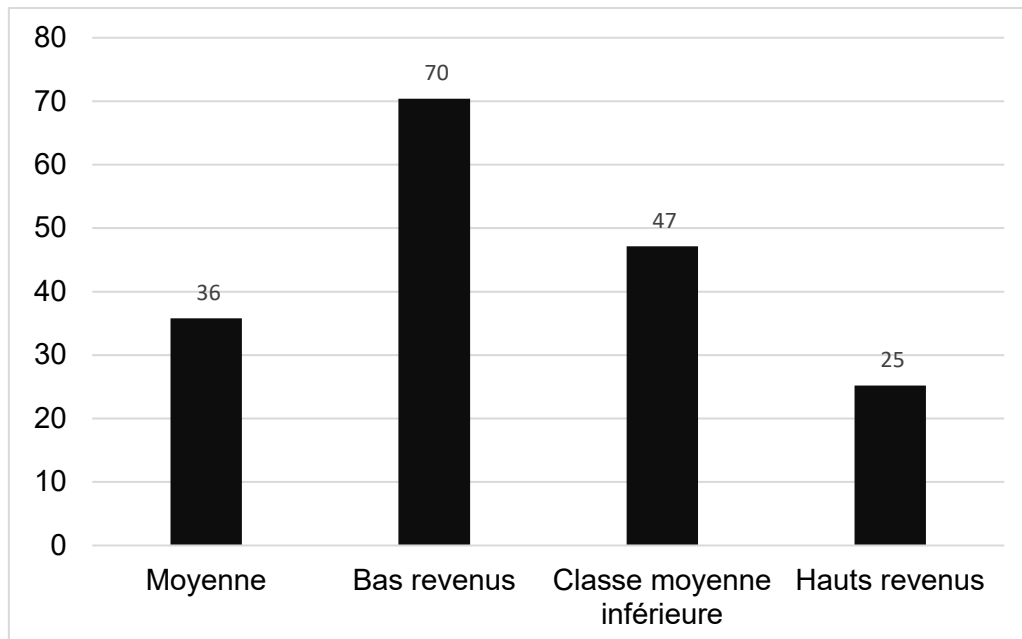
hausse des primes des caisses-maladie s'annoncent pour 2023. Il est donc grand temps de briser cette spirale négative.

2. Il y a inflation et inflation – explosion des prix aux dépens des ménages à petits revenus

Afin de savoir précisément comment l'inflation et les autres hausses de coûts se répercutent sur différentes classes de revenus, Travail.Suisse a réalisé des simulations. Elles reposent sur un fait simple: il y a inflation et inflation. Alors que les prix et les coûts prennent l'ascenseur pour certaines personnes, d'autres ne s'en aperçoivent pas, ou seulement dans une moindre mesure. En effet, les prix de quelques biens et services augmentent à l'exclusion des autres. En l'occurrence, les dépenses des ménages sont fortement corrélées au revenu effectif. Alors que les ménages à bas revenus en dépendent 70% pour leur logement, pour l'énergie, les transports, l'alimentation et l'assurance de base de la caisse-maladie, les ménages à revenus élevés n'en consacrent qu'un quart (25%) à ces rubriques. Les hausses de prix de ces postes de dépenses font donc que certains ménages arrivent rapidement à leurs limites budgétaires.

Dépenses de logement, d'énergie, de transports, d'alimentation, de caisse-maladie (assurance de base) et autres dépenses de santé, en fonction de la catégorie de revenus

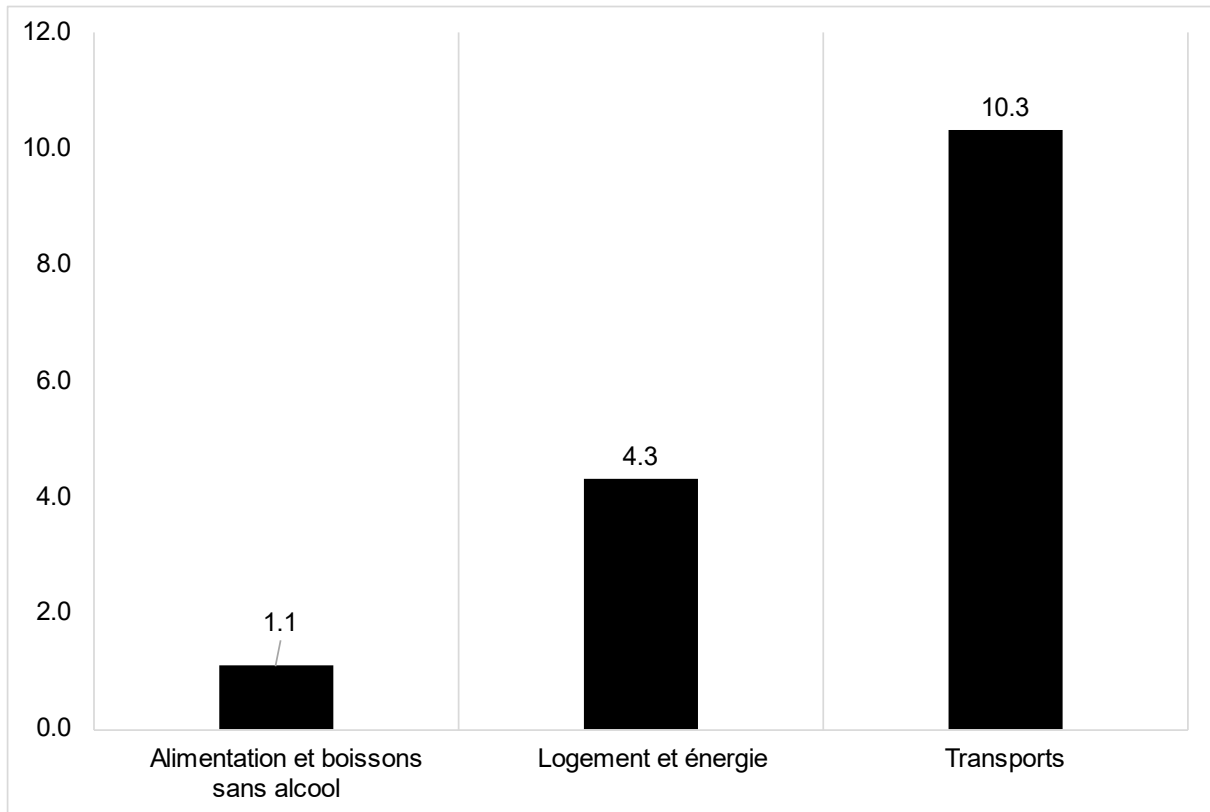
Définitions des revenus: bas revenus < 4530 francs; classe moyenne inférieure: < 4530 à 6717 francs; hauts revenus à partir de 12 856 francs



Source: Office fédéral de la statistique, Enquête sur le budget des ménages (EBM), 2015-2017, en %.

À l'heure actuelle, les prix et les coûts augmentent principalement dans les secteurs du logement, de l'énergie et des transports. En outre, le fort renchérissement des denrées alimentaires qui était à prévoir a commencé. Or cette évolution correspond précisément aux principaux postes de dépenses des travailleuses et travailleurs à petits revenus.

Augmentation des prix par poste de dépenses – sélection de mai 2022

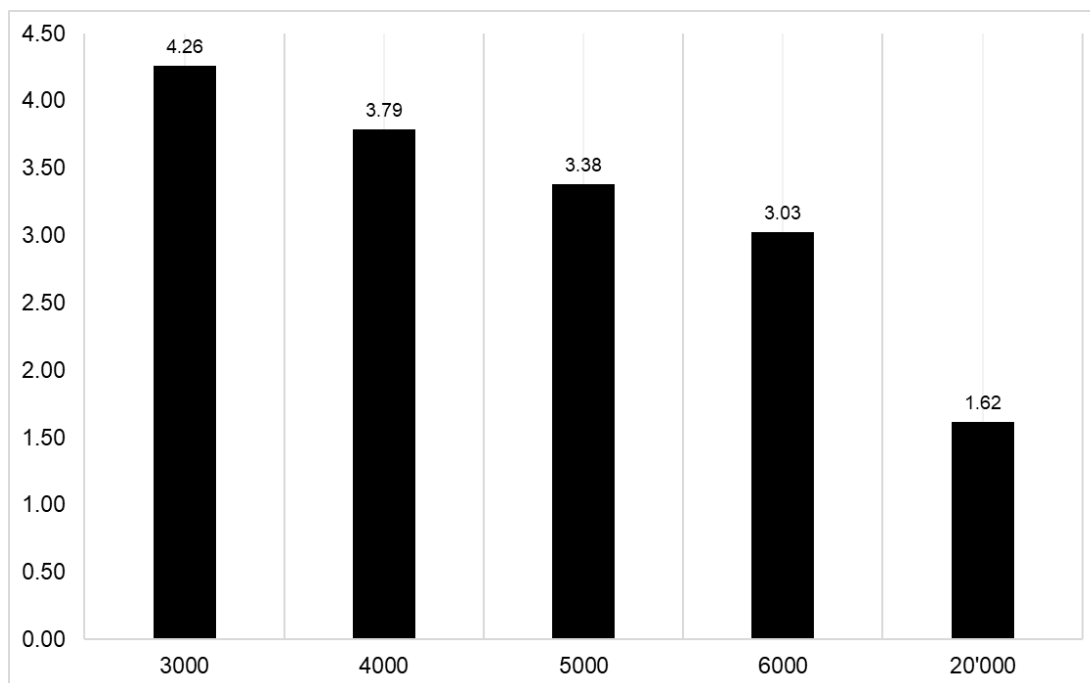


Source: Office fédéral de la statistique, *Indice suisse des prix à la consommation (IPC), variation en % au cours des douze derniers mois.*

Les propres calculs de Travail.Suisse montrent que les coûts dus au renchérissement des biens de consommation et des services figurant dans l'indice des prix à la consommation (IPC) grèvent surtout le budget des ménages à bas revenus. Les coûts se sont alourdis de 4,3% pour les ménages réalisant un revenu de 3000 francs, alors qu'ils n'ont augmenté que de 1,6% pour les ménages à revenus élevés (20 000 francs). Cette évolution s'explique par la composition différente du panier-type consommé et par les dépenses proportionnellement plus élevées consacrées aux biens de consommation. Autrement dit, l'inflation subie par les prix à la consommation touche déjà bien davantage les ménages à bas revenus.

Augmentation des coûts des ménages due à la hausse des prix à la consommation (mai 2022)

Aide à la lecture: pour un revenu de 3000 francs, les coûts statiques, soit sans substitution de biens chers par d'autres moins coûteux, ont augmenté de 4,3% du fait de la hausse des prix à la consommation. Pour un revenu de 20 000 francs mensuels par contre, les coûts statiques supplémentaires dus à la hausse des prix à la consommation n'atteignent que 1,6%.



Source: Indice des prix à la consommation (IPC), Enquête sur le budget des ménages (EBM), calculs de Travail.Suisse.

3. Renchérissement des denrées alimentaires, des loyers et des primes des caisses-maladie

La situation des ménages à bas revenus ne va pas se détendre au cours des mois à venir, loin de là. Trois grandes raisons l'expliquent, soit le renchérissement des denrées alimentaires, l'augmentation des primes des caisses-maladie et la hausse des loyers.

3.1. Augmentation du prix des denrées alimentaires

Jusqu'en avril 2022, les prix des denrées alimentaires diminuaient ou restaient en bonne partie stables. Un retournement de situation s'est produit en mai, où les prix des denrées alimentaires se sont mis à grimper. Et cela pour deux grandes raisons:

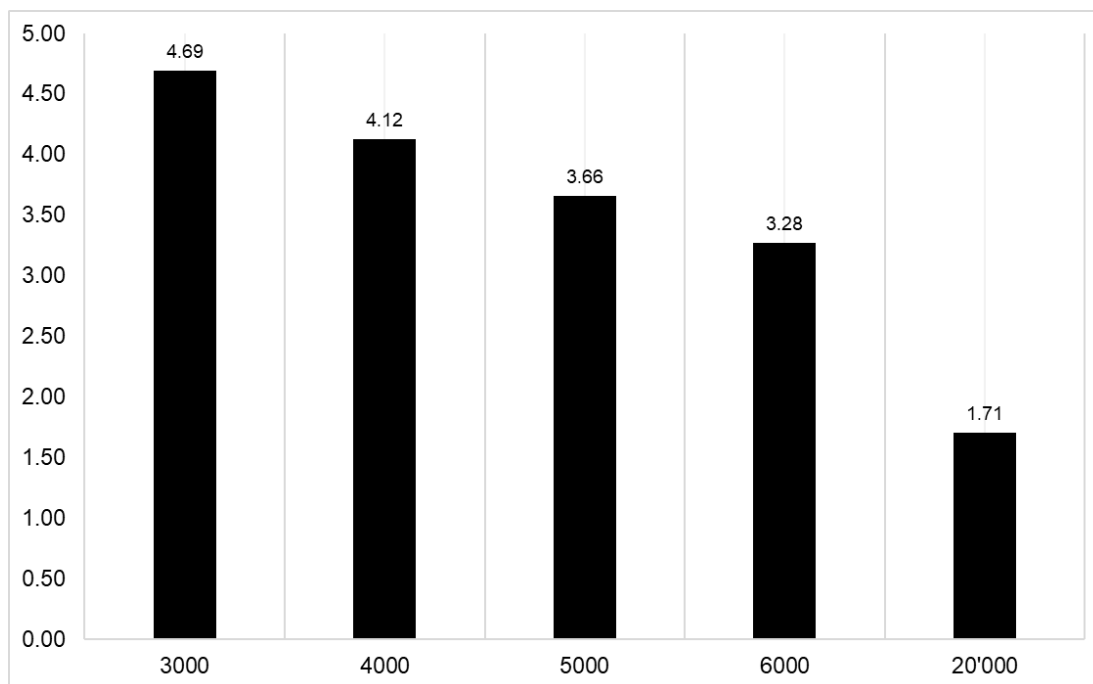
1. **Renchérissement des carburants et des engrais:** ces postes pèsent toujours plus dans les coûts de production. La légère détente actuelle du prix des engrais ne compensera pas la brutale hausse des coûts affichée depuis 2021. Les prix des denrées alimentaires vont ainsi augmenter à grande échelle.
2. **Pertes de récoltes dues à la guerre et au changement climatique:** divers prix de denrées alimentaires ont flambé suite à la guerre en Ukraine et aux conditions météorologiques extrêmes dues au changement climatique. À lui seul, le prix du blé a quasiment doublé en douze mois. Il se situe ainsi à un niveau inédit au cours des dernières années, ce qui fera

progressivement renchérir différents produits alimentaires, malgré l'abaissement des droits de douane. D'autres denrées comme le riz ou le soja ont connu une évolution similaire.

Globalement, les coûts vont sensiblement augmenter, sous l'effet du renchérissement des denrées alimentaires. La hausse passera, pour les ménages à bas revenus, de 4,3% à 4,7%. Dans le cas des ménages à revenus élevés, la hausse sera toutefois plus modeste, passant de 1,6% à 1,7%. Car les dépenses d'alimentation ne représentent qu'une très faible partie des budgets concernés.

Augmentation des coûts à prévoir en fonction de la catégorie de revenus: impact de la hausse des prix à la consommation, compte tenu du renchérissement des denrées alimentaires

Exemple de lecture: pour un ménage ayant un revenu de 3000 francs, une hausse de 4% du prix des denrées alimentaires aboutit à des coûts supplémentaires de 4,7% au total. Pour un ménage ayant un revenu de 20 000 francs, la hausse n'est toutefois que de 1,7%.

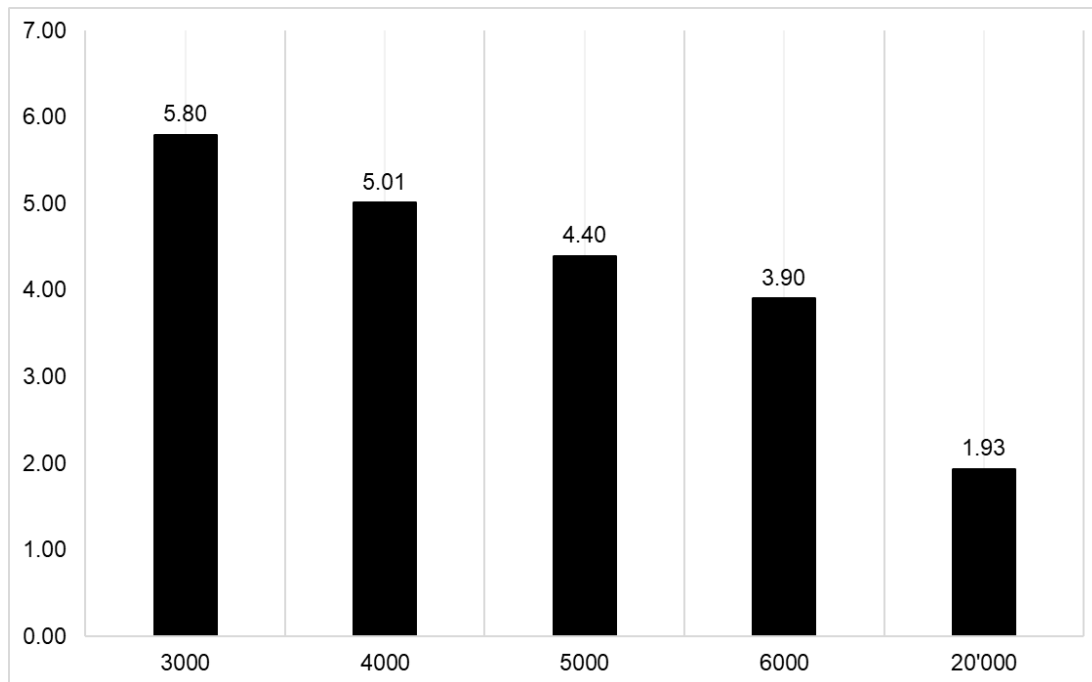


Source: Indice des prix à la consommation (IPC), Enquête sur le budget des ménages (EBM), calculs de Travail.Suisse; hypothèse: prix des denrées alimentaires: +4%.

3.2. Augmentation des primes des caisses-maladie

Les premières estimations concernant les primes des caisses-maladie à payer au 1^{er} janvier 2023 chiffrant la hausse entre 5 et 10%. Si l'on inclut ces augmentations dans la simulation, le résultat est encore plus saisissant: les ménages à bas revenus subiront des hausses de coûts de 5,8%, tandis que les ménages réalisant des revenus élevés verront leurs coûts augmenter de 1,9% seulement.

Augmentation des coûts à prévoir en fonction de la catégorie de revenus: impact de la hausse des prix à la consommation, compte tenu du renchérissement des denrées alimentaires et de la hausse des primes des caisses-maladie

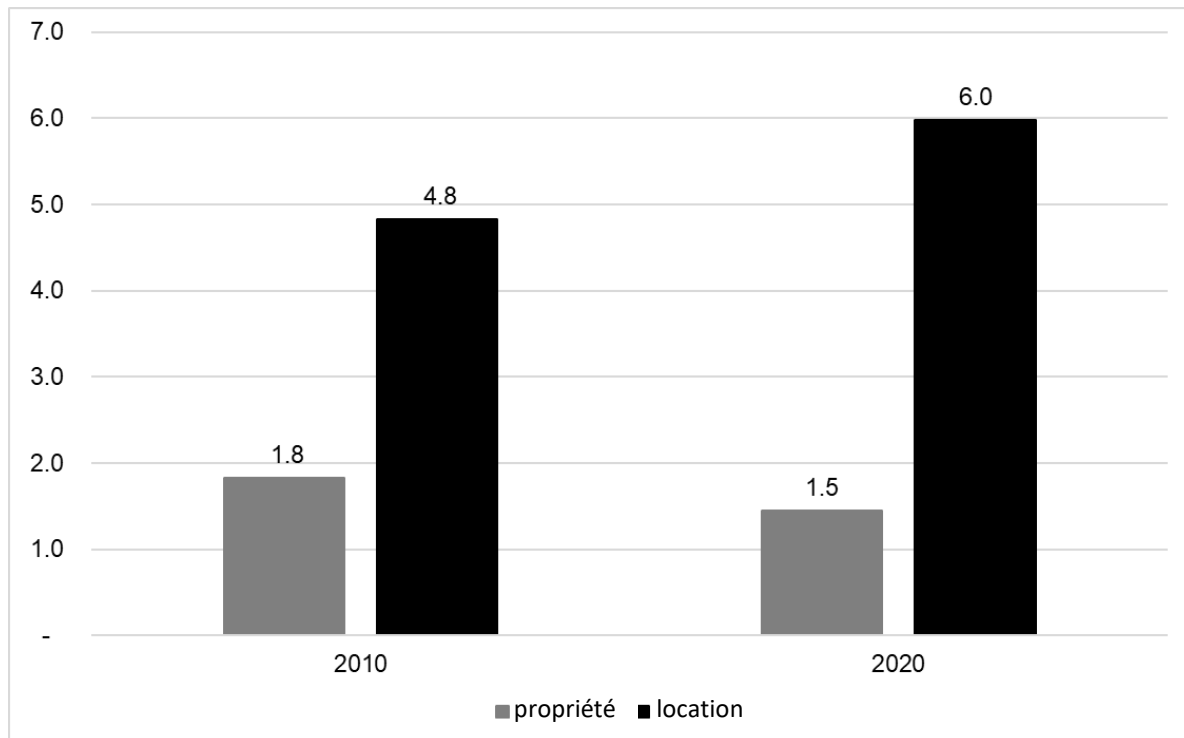


Source: Indice des prix à la consommation (IPC), Enquête sur le budget des ménages (EBM), calculs de Travail.Suisse; hypothèses: prix des denrées alimentaires: +4%, primes des caisses-maladie: +8%.

3.3. Hausses de loyers dues à l'augmentation des taux d'intérêt

En Suisse, les loyers sont liés par la loi à l'évolution des taux d'intérêt. Les adaptations de loyers résultent des mouvements du taux d'intérêt hypothécaire. Celui-ci se fonde sur le taux d'intérêt moyen appliqué par les banques aux hypothèques. Les taux hypothécaires ont fortement augmenté depuis le début de l'année. Il faut dès lors s'attendre pour l'année prochaine à une augmentation du taux d'intérêt de référence, et donc à des hausses de loyer. Or avant même la crise due au coronavirus, le taux de pauvreté parmi les personnes actives ayant le statut de locataire était sensiblement plus élevé et en hausse.

Taux de pauvreté selon le statut de logement des travailleurs/-euses en 2010 et en 2020



Source: Office fédéral de la statistique, *Enquête sur les revenus et les conditions de vie (SILC)*

Les hausses de taux d'intérêt frapperont durement les ménages ayant des revenus plutôt bas.

4. L'inflation ne peut être évitée – il n'y a guère de possibilité de substitution pour les ménages à bas revenus

Les hausses de prix ne sont pas une fatalité pour les travailleuses et travailleurs ou les retraité-e-s. Il est possible d'y échapper le cas échéant, en remplaçant des biens plus chers par d'autres meilleur marché ou en remettant à plus tard l'achat de certains produits. Or de telles possibilités n'existent guère aujourd'hui pour les ménages à bas revenus, contrairement à ceux à revenus élevés.

Les hausses de prix touchent surtout les transports, l'énergie, les denrées alimentaires, les sorties au restaurant, les billets d'avion ou l'achat d'une voiture.

- Les dépenses de transport des travailleurs/-euses à bas revenus sont rarement substituables. Il ne leur est pas possible d'effectuer à la maison leur travail au restaurant, dans la vente, les soins, au salon de coiffure ou sur le chantier. Des trajets professionnels s'imposent par conséquent, à la différence de l'activité que d'autres personnes réaliseront en télétravail.
- La plupart des travailleurs/-euses ou retraité-e-s ayant un bas revenu louent leur logement. En tant que locataires, ils ne peuvent guère échapper à la forte hausse des frais de chauffage – n'ayant aucune influence ni sur le système de chauffage, ni sur l'isolation.
- Les dépenses alimentaires, de loyer ou pour les primes des caisses-maladie ne peuvent être remplacées. Toute hausse des prix grève donc lourdement le budget des ménages.

Les ménages à bas revenus peuvent beaucoup plus difficilement échapper à l'inflation et aux hausses de coûts que ceux à revenus élevés. Là encore, ils subiront de plein fouet les hausses de coûts actuelles ou à venir.

5. Bilan: les hausses de coûts exigent d'adopter en urgence des mesures ciblées

Les ménages à bas revenus sont déjà confrontés aujourd'hui à de fortes hausses de coûts, qui vont encore sensiblement augmenter durant les mois à venir. Leurs dépenses s'alourdiront selon l'évolution concrète de la situation de 4 à 7%, suite à la hausse du prix des carburants et des coûts de chauffage, au renchérissement croissant des denrées alimentaires, à la forte hausse des primes des caisses-maladie et à la hausse des loyers. Le scénario de base (voir détails en annexe) repose sur une hausse de 4 à 5% pour les ménages à bas revenus. Par contre, les ménages à revenus élevés peuvent s'attendre à des hausses de coûts de l'ordre de 1,7%.

Il est par conséquent urgent de prévoir des mesures spécifiques pour soutenir les ménages à bas revenus. Comme indiqué en introduction, l'inflation est la troisième punition frappant en peu de temps les travailleurs/-euses et les retraité-e-s à bas revenus. C'est inacceptable et une telle situation pourrait menacer la paix sociale en Suisse. D'où l'urgence d'adopter des mesures pour améliorer rapidement et durablement la situation.

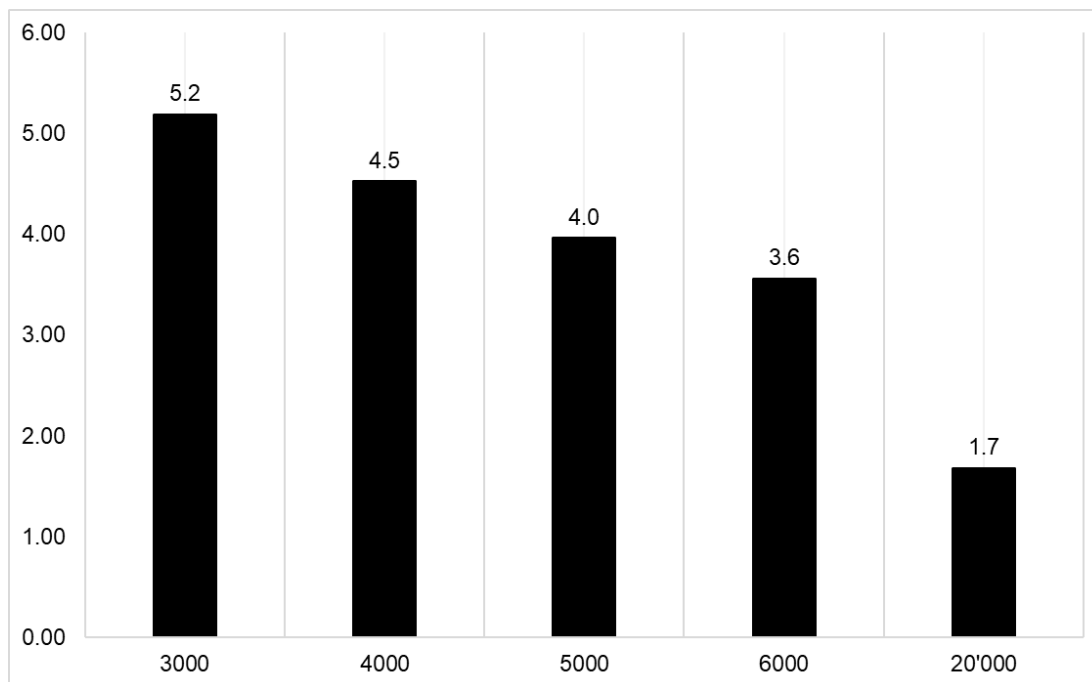
Annexe: trois scénarios – explication

Les scénarios ci-après indiquent l'évolution des coûts à charge des ménages, selon leur catégorie de revenus.

Scénario de base

Le scénario de base est une extrapolation des développements actuels. L'hypothèse est la suivante: les prix des carburants et du mazout ne grimpent pas davantage encore, ce qui suppose une détente dans la guerre en Ukraine. Les taux d'intérêt n'augmentent que modérément. Les coûts de santé subissent une forte hausse, mais qui correspond à la moyenne des prévisions actuelles. Quant aux problèmes rencontrés dans la chaîne d'approvisionnement, dans l'industrie automobile notamment, ils se résorbent peu à peu. Les prix des denrées alimentaires augmentent.

Scénario de base: augmentation des coûts à prévoir selon le revenu du ménage, au titre de la hausse des prix à la consommation et de la hausse des primes des caisses-maladie

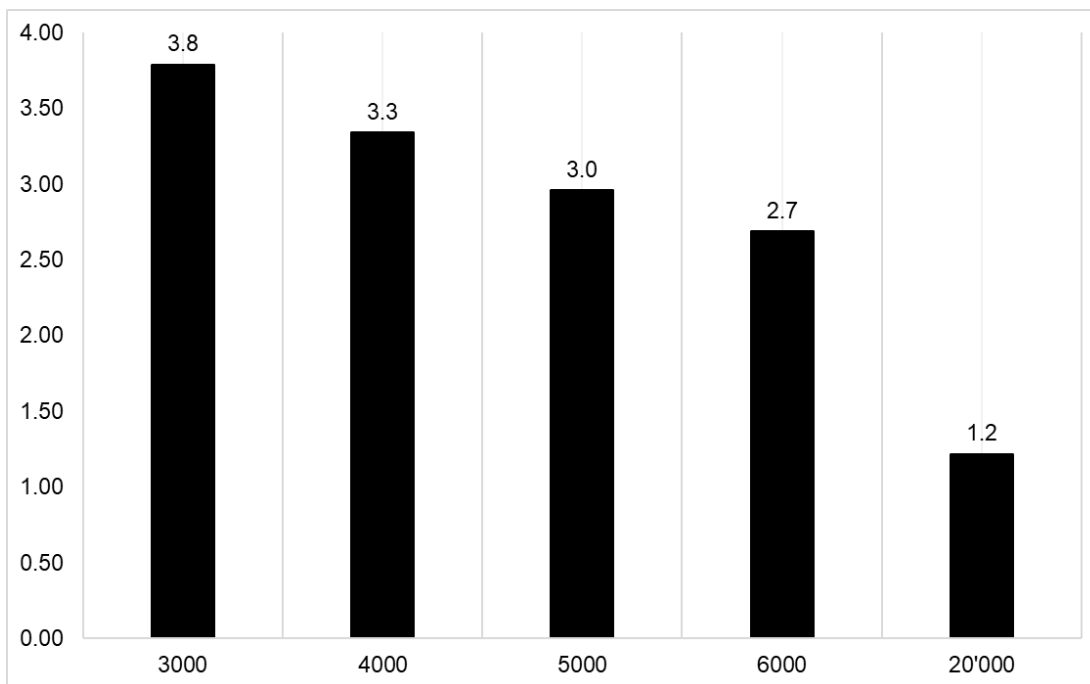


Sources: Indice des prix à la consommation (IPC), Enquête sur le budget des ménages (EBM) (HABE), calculs de Travail.Suisse

Scénario positif

Il faut ici une détente dans la guerre en Ukraine, des hausses d'intérêt tout au plus modérées, une moindre hausse des coûts de la santé, une réelle détente au niveau du prix des carburants et une diminution des problèmes rencontrés dans la chaîne d'approvisionnement, dans l'industrie automobile notamment. Les prix des denrées alimentaires n'augmentent en outre que timidement, grâce à de bonnes récoltes.

Scénario positif: augmentation des coûts à prévoir selon le revenu du ménage, au titre de la hausse des prix à la consommation et de la hausse des primes des caisses-maladie

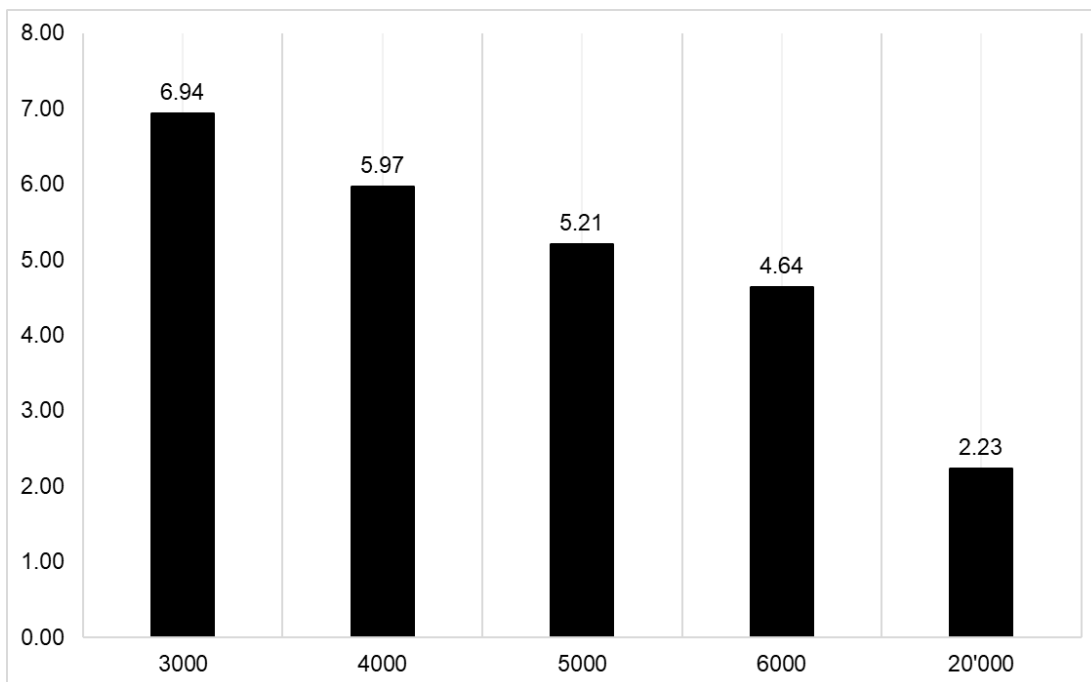


Sources: *Indice des prix à la consommation (IPC), Enquête sur le budget des ménages (EBM) (HABE), calculs de Travail.Suisse*

Scénario négatif

Il n'y a pas de désescalade en vue dans la guerre en Ukraine, l'embargo sur le pétrole russe fait exploser les coûts du mazout, les intérêts ont fortement augmenté, la hausse des coûts de la santé se situe dans le haut de la fourchette des prévisions actuelles, les prix des carburants continuent d'augmenter légèrement et les problèmes rencontrés dans la chaîne d'approvisionnement persistent, dans l'industrie automobile notamment. Les prix des denrées alimentaires grimpent fortement, suite aux conflits militaires, à la sécheresse et aux pertes de récoltes.

Scénario négatif: augmentation des coûts à prévoir selon le revenu du ménage, au titre de la hausse des prix à la consommation et de la hausse des primes des caisses-maladie



Sources: *Indice des prix à la consommation (IPC), Enquête sur le budget des ménages (EBM) (HABE), calculs de Travail.Suisse*